

On ne peut prendre ces mesures au sérieux »

Gérard Noiriel est historien. Spécialiste de l'immigration, il a notamment écrit *À quoi sert l'identité nationale* (éd. Agone) en 2007.

Que pensez-vous du débat lancé par le gouvernement sur l'identité nationale ?

J'ai pris pour principe de ne pas l'alimenter, j'ai décliné les invitations à participer au débat comme celle que m'avait faite Hervé Morin. Depuis l'affaire Dreyfus, l'identité nationale n'a cessé d'être utilisée par le politique : on l'appelait « l'âme nationale », « le caractère national », « la personnalité nationale »... L'histoire montre qu'à chaque fois, la mainmise des politiques se fait dans un contexte d'exclusion de l'étranger. Après la Seconde Guerre mondiale, plus personne n'osait réactiver ce thème identitaire, en souvenir de la révolution nationale de Vichy, jusqu'à ce que le FN prouve qu'il avait une portée électorale. Dès lors, la droite n'a cessé de vouloir le récupérer : souvenez-vous de Jacques Chirac et de sa refonte du code de la nationalité. En 1986, on suspectait les jeunes d'origine étrangère de ne pas être loyaux envers la France : bien plus violent qu'aujourd'hui. C'est une leçon intéressante du débat actuel : la société française a évolué.

Cette fois, le débat a-t-il été un échec ?

Par rapport aux objectifs que le gouvernement s'était fixé, oui. En vingt ans, la société s'est internationalisée : il n'y a guère plus que la politique qui se joue dans le cadre national. Beaucoup de Français sont liés dans leur famille à des personnes d'origine étrangère. Beaucoup sont engagés par certains aspects de leur existence dans des réseaux internationaux. Regardez la musique, le cinéma... les références ne sont plus qu'hexagonales. Et puis nous vivons dans un contexte pacifique – la France n'a pas connu une si longue période de paix depuis des siècles. On le voit avec ce débat : les pouvoirs publics peuvent encore imposer leurs questions – il faut voir la ruée des journalistes pour faire réagir les historiens au débat – mais ils ne peuvent plus imposer leurs réponses. Mais peut-on définir l'identité nationale ? Il y a unanimité des chercheurs pour dire que non. Un citoyen peut très bien se sentir français pour telle ou telle raison mais l'État ne peut pas régenter le sentiment national. Sur le plan légal, il y a le droit de la nationalité, point final. Ce qui prouve bien que ce ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale ne sert à rien et qu'il doit disparaître.

Que pensez-vous des mesures annoncées aujourd'hui par François Fillion ?

Je ne crois pas qu'on puisse les prendre très au sérieux... Ça confirme bien l'échec du débat. Le gouvernement reprend le contrat d'intégration et les éléments stigmatisants pour les nouveaux venus, en les renforçant. Et pour le reste, il ne peut mobiliser qu'un public captif, le public étatique, en obligeant les professeurs ou les chefs d'établissement à mettre un drapeau sur les façades des écoles... Le débat a été archaïque. Et sur le plan international, nous avons eu l'air de ringards à vouloir définir notre propre identité dans notre coin...

Entretien avec Gérard Noiriel – Sonya Faure

Identité : les leçons de l'histoire

La question de l'identité nationale a été remise au centre de l'actualité politique française par Nicolas Sarkozy. Entretien avec l'historien Gérard Noiriel, sur la logique identitaire et ce que l'histoire nous apprend de son utilisation par le politique.

« A quoi sert l'identité nationale » est le titre d'un de vos livres. Comment définiriez-vous l'identité nationale ?

Gérard Noiriel : En fait, il n'existe aucune définition scientifique du concept d'identité nationale. D'ailleurs, à chaque fois que des chercheurs en sciences sociales ont tenté de lui apporter une définition, leurs travaux ont été récupérés politiquement, surtout par les nationalistes. Ces chercheurs s'intéressent en revanche aux usages qui sont faits de ce concept. Le vocabulaire qui circule dans l'espace public n'est jamais neutre. En France, c'est le Front National qui a mis en circulation l'idée d'identité nationale. Depuis la fin du XIXe siècle, la vie politique française se structure d'ailleurs autour du combat entre une droite qui met en avant l'identité nationale et une gauche qui met en avant, peut-être moins maintenant, l'identité sociale.

Quelle différence faites-vous entre l'identité nationale et la nationalité ?

G.N. : Le mot « nationalité » est né, en France, dans les années 1830. Il avait un sens proche de ce qu'entendent ceux qui parlent d'identité nationale, c'est-à-dire le sentiment d'appartenance à une nation. La première loi sur la nationalité date de 1889, ce qui est assez récent. Jusqu'à cette époque, on ne savait pas toujours qui était français, qui ne l'était pas. Le droit actuel de la nationalité est une conséquence de la citoyenneté républicaine. La République a introduit une logique d'égalité/identité où les gouvernants sont légitimés à diriger l'État parce qu'ils sont de la même essence que les gouvernés. Désormais, pour représenter le peuple, il faut être du peuple. Cette démocratisation de l'accès à la politique (1) et l'adoption de lois sociales réservées aux Français ont conféré un enjeu politique au fait d'être français. Cette mécanique républicaine va conduire à la volonté d'unifier le peuple par une langue commune (2), une culture commune, etc. Mais cette « identité » ne date que de la IIIe République.

L'identité nationale a-t-elle toujours été liée à la question d'immigration ?

G.N. : Une identité se construit toujours par opposition à d'autres. C'est le « nous » face au « eux ». L'historien Jules Michelet disait déjà que la France a pris conscience d'elle-même en combattant les Anglais. Mais Michelet avait une vision révolutionnaire de la nation. Il pensait que la France était la patrie de l'universel. C'est en s'ouvrant de plus en plus sur l'extérieur qu'elle pouvait rester elle-même. À la fin du XIXe siècle, c'est une définition conservatrice de l'identité nationale qui s'impose. Même si beaucoup l'ont oublié, l'utilisation de l'identité nationale par la droite est ancienne. En proposant la création d'un ministère de l'identité nationale, Nicolas Sarkozy a simplement réactivé le débat pour permettre le déplacement des voix du Front National, indispensables à son élection. Ça a parfaitement fonctionné (3).

Finalement, la création de ce ministère change-t-elle quoi que ce soit ?

G.N. : Quand vous créez une structure administrative, elle ne peut pas rester une coquille vide. Il faut la remplir. Jusqu'à présent, ce ministère a surtout été un ministère de l'intégration et de la chasse aux immigrés, plutôt que de l'identité nationale. Cela risque de changer, comme le laisse supposer le projet de musée de l'histoire de France. Créer un ministère, c'est installer les choses

dans la durée ; lier immigration et identité nationale, dans l'intitulé d'un ministère c'est ancrer dans le cerveau des gens le préjugé qu'il y a un lien entre les deux. Ce qui est faux historiquement et dangereux politiquement.

Comment la mondialisation interfère-t-elle avec la question de l'identité nationale ?

G.N. : La « mondialisation » n'est que la poursuite d'un processus aussi vieux que l'humanité, à savoir l'extension des chaînes d'interdépendance entre les individus. Les tensions entre les logiques politiques qui s'inscrivent dans un cadre étatique et les logiques de marché qui, elles, sont mondialisées, ont toutefois tendance à s'accroître. Les États en sont affectés, des pans de l'économie sont détruits... Tout cela engendre des replis identitaires, la montée de l'hostilité.

Le monde est en crise. Certains craignent une nouvelle crise de 1929 et le retour des nationalismes. Partagez-vous cette analyse ?

G.N. : Cette crise ne se pose pas du tout dans les mêmes termes. Dans les années 30, le nationalisme avait d'abord été financier. La dévaluation du dollar et de la livre sterling était une forme de protectionnisme. Aujourd'hui, il existe des systèmes de concertation beaucoup plus élaborés qui viennent atténuer les effets de la crise. Les gens eux-mêmes voyagent davantage et sont donc plus internationalisés. Je ne pense pas que le nationalisme puisse redevenir ce qu'il a été dans le passé. Le contexte a changé. Il est plus judicieux de mobiliser l'histoire pour comprendre et prévenir les mécanismes qui produisent le nationalisme. Dans les pays en voie de développement, les situations de misère sont telles que le nationalisme peut trouver la base sociale qu'il n'a plus en Europe. Le Traité de Versailles a été l'une des causes de la Seconde guerre mondiale : les conditions inacceptables qu'il a imposées à la population allemande l'ont plongée dans une détresse dont s'est nourri le nationalisme. Nous n'en sommes pas là mais c'est pour cette raison que les pays développés ont intérêt à se solidariser des plus démunis et à ne pas leur faire payer la crise.

1. En France, les hommes ont le droit de vote depuis 1848.
2. En 1870, la moitié des Français parlaient des langues locales et des patois. Ils ne parlaient pas le français de Paris.
3. D'après un sondage, 88 % des électeurs du Front National approuvaient la proposition de créer un ministère qui lie identité nationale et immigration.

Propos recueillis par David Eloy